

Acquisition et livraison de deux capteurs océanographiques

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)










Consultation n°

2025-040





SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS.....	4
2.	OBJET DU CONTRAT	5
2.1.	Contexte	5
2.2.	Description des prestations.....	5
2.3.	Intervenants	6
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	6
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	6
5.	PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT.....	7
5.1.	Prix du contrat.....	7
6.	AVANCE.....	8
7.	RÉALISATION DES PRESTATIONS.....	8
7.1.	Prestations attendues.....	8
7.2.	Conditions de livraison	9
7.3.	Vérification des prestations	10
7.4.	Autres stipulations	11
8.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	12
8.1.	Obligations courantes du titulaire	12
8.2.	Obligations liées à la sécurité.....	14
9.	LITIGE ET SANCTIONS	17
9.1.	Pénalités	17
9.2.	Autres stipulations	17
10.	FIN DU CONTRAT.....	18

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Acquisition et livraison de deux capteurs océanographiques
	Acheteur	Ecole normale supérieure - PSL
	Type de contrat	Marché ordinaire de fournitures
	Structure	Lot unique
	Lieu de livraison	Institut de la Mer de Villefranche, IMEV Laboratoire d'Océanographie de Villefranche, LOV 181 Chemin du Lazaret 06230 Villefranche-sur-Mer, France
	Délai	Le marché prend effet à sa date de notification et prend fin à l'admission du matériel
	Pénalités de retard	$P = V \times R / 1000$
	Variation des prix	Fermes
	Nature des prix	Prix forfaitaires

1. DÉFINITIONS

	Contrat	Le contrat est un marché public passé en Procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
	Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
	Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
	Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Contexte

Le présent marché intervient dans le cadre du projet ERC Synergy WHIRLS (The impacts of ocean fine-scale whirls on climate and ecosystems) qui vise principalement à étudier de manière systématique les processus océaniques à petite échelle et leur impact sur l'atmosphère, le climat et la biodiversité marine. Les échanges de chaleur et de carbone entre l'océan et l'atmosphère jouent un rôle majeur dans le façonnement des régimes de temps et du climat à l'échelle régionale et mondiale.

Depuis la révolution industrielle, l'océan a absorbé environ 90 % de l'excès de chaleur (contre seulement 1 % pour l'atmosphère) et 25 % de l'excès de CO₂ généré par les activités humaines. Ces faits soulignent l'importance cruciale de l'océan, de sa dynamique et de ses équilibres biochimiques dans la régulation du climat sur des échelles de temps allant de l'heure (météorologie) aux variations lentes sur des centaines d'années du climat terrestre.

Des études récentes, y compris les résultats du projet EUREC4A-OA, mené par le département de Géosciences de l'ENS-PSL, entre 2020 et aujourd'hui, suggèrent que les échanges de propriétés entre l'océan et l'atmosphère se produisent aux échelles petites (0,1 - 100 km) de la dynamique océanique, qui s'est révélée être très turbulente.

De plus, ces échelles semblent avoir une influence significative sur la chimie de l'océan et la biodiversité du plancton, et par conséquent, sur la biodiversité marine et la réponse des biomes marins aux changements en cours.

Cependant, bien que les chercheurs du département de Géosciences de l'ENS-PSL sachent que cette dynamique océanique à petite échelle existe, ils disposent de peu d'éléments quantitatifs leur permettant de comprendre comment la circulation à sub et méso échelle affectent la distribution de la matière particulaire produite par le plancton.

Ils ne savent pas non plus comment la matière produite est exportée en profondeur.

Il est possible que la vitesse de ce transport soit accélérée dans la couche supérieure du mésopélagique par la circulation verticale à sub-mésoéchelle. La sédimentation de cette matière dans les couches profondes ou elle sera séquestrée plus longtemps prends quelques dizaines de jours.

Les observations satellites ne leur fournissent qu'une vision relativement "myope" et limitée à la surface de l'océan et cela uniquement pour quelques propriétés de l'océan (température, salinité, niveau de la mer, chlorophylle-a). Les chercheurs ne disposent d'aucune information dans l'océan en profondeur, ni sur d'autres variables plus en général (notamment chimiques ou biologiques) ni sur les échanges air-mer.

Seules les observations "in situ" (c'est-à-dire effectuées avec des instruments mesurant directement les propriétés immergées dans l'eau sur toute la profondeur de l'océan) peuvent les renseigner sur les propriétés qui les intéressent. Ainsi le système rosetteCTD sera équipé de capteur en imagerie du plancton mais cette plateforme est très lourde et lente dans sa mise en oeuvre et les données ne sont acquises que lors de la campagne. Les flotteurs Argo équipés de capteurs en imagerie du plancton se déplacent au gré des courants océaniques, sans que les scientifiques puissent contrôler leurs trajectoires mais ils peuvent fournir des informations sur une longue période.

2.2. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Acquisition et livraison de deux capteurs océanographiques.**

L'équipement scientifique faisant l'objet du présent marché s'insère dans un projet de recherche financé dans le cadre du projet ERC Synergy WHIRLS (OP23-176).

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : par l'ENS-PSL, gestionnaire du crédit du projet.

■ Pièces contractuelles :

Par dérogation et en complément de l'article 4.1 du CCAG-FCS 2021, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- l'acte d'engagement ;
- le présent CCP ;
- le CCAG Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- le dossier questions/réponses établi lors de la consultation et retraçant l'ensemble des échanges et des précisions apportées par l'Acheteur à des questions posées pendant la consultation par des opérateurs économiques ;
- l'offre technique et financière du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance, acte d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

Toute clause, portée dans l'offre du Titulaire ou documentation quelconque et contraire ou modifiant les dispositions des pièces contractuelles énumérées ci-avant, est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

2.3. Intervenants

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **fournitures**.

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **ordinaire**.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée globale du contrat :

Le marché prend effet à sa date de notification et prend fin à l'admission du matériel.

■ Délai de livraison :

Le délai de livraison à compter de la notification est le délai indiqué par le titulaire dans son offre, sachant que ce délai doit rester inférieur ou égal à 16 semaines.

■ **Prolongation du délai de livraison :**

Une prolongation du délai de livraison peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ **Nature et contenu des prix :**

Le présent marché est traité au **prix global et forfaitaire** précisé et décomposé par le titulaire dans son offre. Il est conclu à **prix ferme et définitif**.

Conformément à l'article 10 du CCAG-FCS, le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le prix comprend également l'installation du matériel, la mise en ordre de marche, les logiciels informatiques, la formation du personnel, la fourniture du consommable, la garantie et le service après-vente pendant la garantie.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

■ **Echéancier de paiement :**

Le paiement des prestations se fait par virement administratif.

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution du marché pourront donner droit aux versements d'acomptes, dans les conditions suivantes :

- Un acompte de 25% du montant total HT pourra être demandé par le titulaire à la livraison du matériel ;
- Le solde sera versé après admission des équipements.

Conformément à l'article 11.2 du CCAG-FCS, chaque acompte doit faire l'objet d'une demande de paiement de la part du titulaire. Une facture d'acompte devra être établie à chaque acompte.

■ **Modalités de paiement :**

Le règlement du titulaire pourra intervenir selon l'échéancier prévu ci-avant.

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro dès lors que cette obligation leur incombe en application des textes précités.

La transmission par le créancier de sa demande de paiement ne peut être prise en compte par l'ENS-PSL que par dépôt au format PDF sur le site :

<https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

- Le numéro SIRET de l'ENS : **197 534 597 00012**
- Le numéro du marché
- Le numéro du bon de commande (n° d'engagement juridique)
- Les fournitures livrées

- Le montant HT des fournitures
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le délai global de paiement est de 30 jours maximum à compter de la réception de la facture dans les formes prescrites.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 € correspondant aux frais de recouvrement sera versée.

■ **Paiement des membres du groupement :**

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

6. AVANCE

L'option A du CCAG-FCS s'applique.

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du contrat est supérieur à 50 000,00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois.

Le taux de cette avance est fixé à 5%.

Le taux de l'avance, si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, est fixé dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance n'est pas actualisable.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée dès que le montant cumulé des prestations dépasse 65% du montant initial du contrat.

7. RÉALISATION DES PRESTATIONS

7.1. Prestations attendues

Les prestations concernent l'acquisition et la livraison de deux capteurs en imagerie capables d'observer la colonne d'eau jusqu'à une profondeur d'au moins 2000 m avec différents capteurs (mesurant la température, la conductivité, la fluorescence, la concentration en oxygène) à une résolution temporelle élevée et sur une période longue, qui fait l'objet du présent marché impose le respect des caractéristiques techniques suivantes :

- Capteur d'image fonctionnant à au moins 1Hz à très faible consommation (ap.1W/image) dans un volume d'eau illuminé à 630nm
- Une résolution permettant d'observer des objets >100µm de taille

- Système d'éclairage pour un volume par image de ap. 1L
- Stockage des images
- Traitement de l'image intégrée et production de tableaux résultats (taille, niveau de gris, abondance) sur les objets
- Transmission des résultats au flotteur BGC Argo
- Montage sur flotteur BGC Argo

L'équipement permettra l'acquisition de données physiques, chimiques et biologiques en trois dimensions spatiales (longitude, latitude et verticale) à très haute résolution de la colonne d'eau de la surface à 2000 m de profondeur avec des profils très rapprochés et le navire en mouvement afin de mesurer les structures océaniques à fine échelle (caractérisées par des structures spatiales de 1 à 100 km sur l'horizontale et ayant une empreinte en profondeur jusqu'à 2000 m) qui sont au coeur du projet ERC Syg WHIRLS.

Toutes les variables mesurées doivent être transmises en temps réel lors de l'émersion du flotteur.

Le titulaire peut proposer deux capteurs océanographiques de type « Underwater Vision Profiler 6 (UVP6 modèle lp pour low power) ». La marque citée est indiquée à titre indicatif mais tout matériel similaire, équivalent ou supérieur en performance et en qualité peut être proposé.

7.2. Conditions de livraison

■ Lieu de livraison :

Les modalités de livraison (adresse exacte, date de livraison, personne référente pour la livraison au sein de l'ENS-PSL, ...) seront précisées lors de l'exécution du contrat par la ou les personnes physiques, habilitées à représenter l'établissement auprès du titulaire.

Le titulaire sera informé du lieu de livraison de l'équipement par le pouvoir adjudicateur. En tout état de cause, le montant du marché demeure le même quel que soit le lieu de livraison définitif.

À titre indicatif et non contractuel, il est envisagé de livrer le matériel à l'adresse suivante :

Institut de la Mer de Villefranche, IMEV
Laboratoire d'Océanographie de Villefranche, LOV
181 Chemin du Lazaret
06230 Villefranche-sur-Mer, France.

■ Emballage :

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Dans la mesure du possible, le titulaire veille à utiliser des contenants réutilisés ou réutilisables, recyclés ou recyclables, à privilégier la livraison en vrac plutôt qu'en unité distincte.

Les emballages restent la propriété du titulaire qui prend en charge leur réutilisation ou recyclage.

■ Modalités de livraison :

Les inscriptions sur les emballages livrés au titre du marché doivent être libellées en français, en application de la loi n°94-665 du 4 août 1994 et sa circulaire du 19 mars 1996, publiée au Journal Officiel du 20 mars 1996.

Les risques afférents au transport et à la livraison des matériels sont à la charge du Titulaire.

La récupération des emballages relatifs aux matériels livrés est à la charge du Titulaire.

Le Titulaire est incité à utiliser un emballage respectueux de l'environnement, notamment :

- En utilisant des emballages pour lesquels les déchets produits lors de leur fabrication sont traités pour en réduire les impacts écologiques négatifs ;
- En utilisant des emballages comprenant des matériaux recyclés ;
- En utilisant des emballages réutilisables ;
- En diminuant le volume d'emballage utilisé ;
- En assurant le recyclage des emballages utilisés.

La prestation de transport peut également faire l'objet d'efforts écologiques de la part du Titulaire, notamment :

- Si le délai de livraison le permet, en évitant le recours à l'avion ;
- En utilisant des véhicules économes en carburant traditionnel ;
- En utilisant des véhicules totalement ou partiellement électrique ou compatibles GPL ou GNV ;
- En recourant à des véhicules réduisant les nuisances sonores.

La livraison est assurée par le Titulaire.

La date exacte et l'horaire de livraison seront arrêtés par l'ENS-PSL au regard du délai de livraison que le titulaire du marché aura précisé dans son offre.

Par dérogation aux dispositions de l'article 21 du CCAG-FCS, le bon de livraison doit faire apparaître :

- La date d'expédition ;
- Le destinataire ;
- L'adresse de livraison ;
- La référence au marché ;
- L'identification du Titulaire ;
- L'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- Le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon de livraison ou l'état. Il renferme l'inventaire de son contenu.

■ **Transport :**

Conformément à l'article 20.3 du CCAG Fournitures courantes et services, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

7.3. Vérification des prestations

■ **Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ **Opérations de vérification des fournitures :**

Les opérations de vérification d'aptitude ont pour but de constater que le matériel et les progiciels installés et mis en service, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les

fonctions précisées en conformité avec les performances techniques et fonctionnelles spécifiées dans le présent marché et l'offre du titulaire.

La vérification porte sur l'ensemble des matériels installés et mis en service, accessoires inclus, tel que prévu au titre du marché.

L'instrument doit, lors de tous les tests effectués – HAT (Harbour Acceptance Test) et SAT (Sea Acceptance Test) – répondre à toutes les caractéristiques attendues et précisées à l'article 7.1 du présent document.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, le délai des opérations de vérification d'aptitude réalisées par une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à représenter l'ENS-PSL auprès du titulaire est de quinze (15) jours à compter de la date de notification de la mise en ordre de marche de l'équipement.

A l'issue de l'étape de vérification, un **procès-verbal relatif à la vérification**, est établi et signé par une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à représenter l'ENS-PSL auprès du titulaire.

Si les opérations de vérification sont positives, l'ENS-PSL prononce l'admission de l'équipement, sous réserve des vices cachés. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la **décision d'admission fournie par l'ENS-PSL** (un procès-verbal relatif à la vérification) ou en l'absence de décision, dans le délai de trente (30) jours.

Si l'essai sur l'équipement n'est pas satisfaisant, le représentant de l'ENS-PSL devra le faire savoir au titulaire, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-FCS, sous quinze (15) jours par lettre recommandée avec avis de réception.

Si les opérations de vérification sont négatives, le pouvoir adjudicateur peut prononcer l'ajournement, la refaction ou le rejet de l'équipement dans les conditions décrites à l'article 30 du CCAG-FCS.

Si le matériel est défectueux, le titulaire doit en assurer le remplacement dans un délai tenant compte de ses possibilités et des nécessités de l'ENS-PSL, sauf si l'ENS-PSL décide la résiliation du marché, considérant que le délai fixé est incompatible avec les nécessités de l'ENS-PSL. Dans le cadre des nouvelles opérations de vérification qualitative de l'équipement remplacé, un deuxième essai interviendra dans le délai de quinze (15) jours. Si le deuxième essai sur l'équipement n'est pas non plus satisfaisant, le représentant de l'ENS-PSL prononce le rejet (partiel ou total) de l'équipement en cause.

7.4. Autres stipulations

■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

Les dispositions des articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique s'appliquent en ce qui concerne les modifications apportées au marché.

■ Dématérialisation du suivi :

L'acheteur peut notifier au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

8. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1. Obligations courantes du titulaire

■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les

documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Néanmoins le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture.

8.2. Obligations liées à la sécurité

■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Tous les renseignements, documents et objets qui sont communiqués au Titulaire et à l'ensemble de ses intervenants, équipes et sous-traitants éventuels, dans le cadre de l'exécution du marché sont considérés comme strictement confidentiels.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

■ Protection des données à caractère personnel :

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Les données contenues dans ces supports, dans les documents, les données issues notamment des systèmes d'information, les données à caractère personnel intégrées dans les systèmes d'information sont strictement couvertes par le secret professionnel.

La réalisation des prestations par le Titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 du 27 avril 2016 sur la protection des données, le Titulaire et ses Sous-traitants s'obligent à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment de garantir qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

L'ENS-PSL, et le Titulaire, assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

Le Titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent marché, conformément aux modalités exposées par le présent marché et à toutes instructions complémentaires données par l'ENS-PSL. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement l'ENS-PSL.

Le cas échéant, le Titulaire collabore avec l'ENS-PSL pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le Titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le Titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition de l'ENS-PSL toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par l'ENS-PSL ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le Titulaire s'engage à communiquer à l'ENS-PSL dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec l'ENS-PSL, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le Titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent marché sans l'accord écrit préalable de l'ENS-PSL et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du Titulaire est tenu de respecter les obligations présent marché. Il appartient au Titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur.

Le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'ENS-PSL des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du Titulaire au titre du présent marché, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le Titulaire communique à l'ENS-PSL le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du Titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

L'ENS-PSL se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire et son ou ses sous-traitants expressément agréé(s).

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par l'ENS-PSL, afin de se conformer aux règles nouvelles, sont notifiées au Titulaire par l'ENS-PSL et sont d'application immédiate. La prise en compte des impacts administratifs et financiers de cette décision donne lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Enfin, le Titulaire s'abstient en toute hypothèse de reproduire, exploiter ou utiliser les données personnelles collectées à l'occasion de ses prestations à ses propres fins ou pour le compte de tiers, et s'engage à modifier ou supprimer, soit à la demande de l'ENS-PSL, soit à la demande d'une personne concernée, et en toute hypothèse à l'achèvement de la finalité poursuivie et au terme de l'exécution de ses prestations, toute données personnelle collectée à l'occasion ou aux fins d'exécution desdites prestations.

■ **Propriété des documents :**

Les documents et livrables, quel que soit leur format, qui sont réalisés à l'occasion du présent marché sont propriété exclusive de l'ENS-PSL.

■ **Mesures de sécurité :**

Il est précisé que lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le Titulaire est tenu de se conformer aux dispositions édictées par la réglementation sur la protection du potentiel scientifique et technique introduite par le décret du 2 novembre 2011.

■ **Certification et sécurité des personnels :**

Si la protection des intérêts essentiels de l'ENS-PSL l'exige dans le cadre de sa mission de service public, l'ENS-PSL peut soumettre l'accès à certains lieux où des mesures de sécurité s'appliquent, à l'agrément

préalable des personnels du Titulaire et des sous-traitants éventuels y ayant accès, par le Fonctionnaire de Sécurité et de Défense (FSD) de l'ENS-PSL pour limiter les risques d'atteinte à l'ordre public et assurer la protection de la sécurité nationale.

Afin de permettre à l'ENS-PSL d'effectuer les vérifications nécessaires, le Titulaire s'engage à fournir les informations suivantes concernant les personnes dont il sollicite l'agrément :

- le patronyme et les prénoms de son agent ;
- une photocopie lisible et recto-verso d'un titre d'identité dont la nature varie selon la situation individuelle de l'agent visé :
 - o carte nationale d'identité (CNI) ou passeport en cours de validité pour les ressortissants français et communautaires ;
 - o titre de séjour en cours de validité avec une autorisation de travail valable ou carte de résident pour les étrangers extracommunautaires ;

Par ailleurs, l'ENS-PSL se réserve le droit de solliciter toute autre information qu'il juge nécessaire à l'évaluation du risque en considération du niveau de sensibilité du lieu concerné, en rapport direct avec la prestation ou l'intervention demandée.

Les informations demandées ne sont pas utilisées à d'autres fins que celles décrites dans le présent paragraphe, et ne sont pas conservées par l'ENS-PSL une fois connue la décision prise par le fonctionnaire de sécurité et de défense (FSD) pour l'ENS-PSL, d'agréer ou non la personne physique intervenant pour réaliser la prestation demandée. Seule la décision d'agrément ou de refus d'agrément prise sur la base des renseignements fournis est conservée par l'ENS-PSL.

Le Titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

■ Mesures de portée générale :

Le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci envers l'ENS-PSL.

Les conditions d'agrément des sous-traitants sont celles prévues aux articles L. 2193-4 à L. 2193-7 du code de la commande publique.

A cette fin, le Titulaire doit préalablement informer l'ENS-PSL par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. L'ENS-PSL se réserve le droit de refuser le sous-traitant sans avoir à se justifier d'une quelconque manière ou de l'autoriser, le cas échéant sous réserve que le sous-traitant s'engage à respecter des clauses de sécurité supplémentaires à celles imposées au Titulaire.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le Titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Toute sous-traitance non-autorisée préalablement par l'ENS-PSL autorise celui-ci à résilier sans indemnités le marché, aux frais et risques du Titulaire.

Les personnels du Titulaire, ainsi que les sous-traitants éventuels, participant aux prestations du présent marché doivent se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'Etablissement du contractant. Ces personnels ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le présent marché.

Le Titulaire s'engage à informer ces personnels de l'ensemble des obligations auxquelles ils sont soumis au titre du présent marché.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation de l'ENS-PSL, de tout élément connu dans le cadre du présent marché, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent marché.

Le non-respect par le Titulaire des prescriptions de sécurité du présent marché pourra entraîner la résiliation sans indemnité du marché à ses torts.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée à un tiers au contrat sans le consentement exprès, écrit et préalable de l'ENS-PSL, à moins d'une injonction d'une autorité judiciaire française. Dans cette hypothèse, le Titulaire en informe sans délai l'ENS-PSL avant toute communication, à moins que l'injonction judiciaire ne le lui interdise expressément. Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration du marché.

9. LITIGE ET SANCTIONS

9.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai de livraison	<p>En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule $P = V \times R / 1000$.</p> <p>Avec :</p> <p>P : montant de la pénalité V : valeur HT de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable R : nombre de jours calendaires de retard</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.</p>

■ Pénalités pour travail dissimulé :

Lorsque le Pouvoir Adjudicateur est informé par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle des résultats de cette démarche.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités à ce titre est, au plus, égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

9.2. Autres stipulations

■ Règlement des différends :

Conformément à l'article 55 du CCAG le représentant du pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune

indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Tribunal compétent :**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Télécopie : 01 44 59 46 46

Site internet : paris.tribunal-administratif.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

10. FIN DU CONTRAT

■ **Propriété intellectuelle :**

Conformément au CCAG, le titulaire cède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du CCAG en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

L'article 6 du contrat déroge à l'article 16.2 du CCAG (pas de mise en œuvre de la clause environnementale générale)

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 33.1 du CCAG



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)